

## **REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ACMAD**

*Adopté lors de la 14<sup>ème</sup> session du Conseil d'Administration  
Tenue à Niamey, les 22 et 23 juillet 2010*

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' followed by a horizontal line and a small square.

## ANNEXE

**Listes successives des 12 membres du Conseil d'Administration,  
visés à l'alinéa a et b de l'article 2, ayant droit de vote.**

**1) Rappel : Résolution 621 (XXII) du 24 avril 1987 :**

Afrique du Nord : Algérie et Egypte  
Afrique de l'Ouest : Niger, Nigéria et Sénégal  
Afrique Centrale : Cameroun et Congo  
Afrique Australe (MULPOC de Lusaka) : Kenya et Madagascar  
Afrique de l'Est (MULPOC de Gisenyi) : Burundi et Zaïre

**2) Résolution 755 (XXVIII) du 4 mai 1993, prorogée jusqu'en mai 1998, par  
la décision 2 (XXXI) de 1996 :**

Afrique du Nord : Algérie et Maroc  
Afrique de l'Ouest : Niger, Nigéria et Côte d'Ivoire  
Afrique Centrale : Congo et Burundi  
Afrique Australe : Angola, Malawi et Maurice  
Afrique de l'Est : Kenya et Ethiopie

## Article 1 : Objet

Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des textes statutaires en vigueur, et notamment des résolutions 540 (XX), 621 (XXII), 755 (XXVIII) et 827 (XXXII) et décision 2 (XXXI) de la conférence des Ministres de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (ci-après dénommée CEA), les conditions de travail du Conseil d'Administration du Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ci après dénommé ACMAD)

## Chapitre premier

### Composition et mandat du Conseil d'Administration

## Article 2 : Composition

Le Conseil d'Administration comprend, selon l'article 5 des statuts du Centre modifiés par la résolution 755 (XXVIII) du 4 mai 1993 :

- a) Onze (11) ressortissants des Etats membres, représentants des cinq sous-régions desservies par la CEA et choisis par la Conférence des Ministres, en fonction de leurs connaissances et de leur expérience dans le domaine de la météorologie;
- b) Un représentant du Gouvernement de la République du Niger, pays hôte;
- c) Un représentant de la Commission de l'Union Africaine (UA), sans droit de vote;
- d) Un représentant de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), sans droit de vote;
- e) Un représentant de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), sans droit de vote ;
- f) Des représentants d'organisations internationales ou d'institutions s'intéressant à la météorologie telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) siégeant à l'invitation du Conseil d'Administration mais sans droit de vote ;
- g) Des Organismes partenaires financiers et/ou techniques et des experts éminents peuvent aussi, à l'invitation du Conseil d'Administration, assister aux réunions de ce dernier en qualité d'observateurs, sans droit de vote ;

Le Directeur Général du Centre, accompagné éventuellement d'un ou plusieurs membres de son équipe de direction, assiste aux réunions du Conseil d'Administration sans droit de vote.

Le président du Conseil scientifique consultatif (SACOM) et les présidents de tout autre comité établi en vertu de l'article 7 du présent règlement, assistent sur convocation du président, aux réunions du Conseil d'Administration sans droit de vote.

Tout expert dont la présence sera jugée nécessaire au bon déroulement du Conseil pourra participer au Conseil pour les points pour lesquels il aura été invité.

Les listes successives des 12 membres du conseil d'administration avec droit de vote sont citées en Annexe.

### **Article 3 : Les missions du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration exerce les attributions qui lui sont dévolues par l'article 5 des statuts d'ACMAD, les résolutions 755 (XXVIII) et 827 (XXXII) et la décision 2 (XXXI). A cet effet, il est l'organe délibérant suprême de l'ACMAD, il a pour mandat :

- a) Définir les principes généraux et politiques régissant les opérations du Centre et donner les directives de caractère général concernant l'application de ces principes et politiques ;
- b) Etablir le projet de programme de travail du Centre et le budget correspondant, sous réserve de l'approbation de la Conférence des Ministres ;
- c) Définir les conditions d'admission des personnes devant suivre les cours de formation au Centre ;
- d) Examiner et approuver les rapports annuels du Directeur général sur les activités du Centre ;
- e) Nommer des vérificateurs qualifiés pour vérifier les comptes du Centre ;
- f) Examiner et approuver le rapport et les comptes financiers du Centre pour l'exercice antérieur ;
- g) Définir les règles et réglementations concernant les finances et le personnel ;
- h) Adopter son propre règlement intérieur ;
- i) Déterminer les autres bureaux du Centre ;
- j) Nommer le Directeur général et le personnel supérieur du Centre ;
- k) Etablir les Comités techniques, scientifiques, financiers et administratifs qui pourraient être nécessaires pour le bon fonctionnement du Centre ;
- l) Convoquer périodiquement des réunions de donateurs afin d'examiner le financement des activités du Centre ;
- m) Désigner périodiquement les membres du Comité scientifique consultatif créé par la décision 2 (XXXI) de 1996
- n) Accomplir toute autre fonction qui pourrait être nécessaire pour le bon fonctionnement du Centre.

## **Chapitre II**

### **Organisation du Conseil d'Administration**

#### **Article 4 : Président et vice-président du Conseil d'Administration**

Conformément aux dispositions de l'article 5 des statuts du Centre, le Président et le vice-président sont élus parmi les représentants des Etats membres siégeant au Conseil d'Administration.

La durée du mandat du Président est de 4 ans non renouvelable.

Dans la mesure du possible et pour des commodités pratiques, il est souhaitable que la vice-présidence soit assurée par le représentant du pays hôte.

En cas d'absence du Président, le vice Président assure les fonctions du président. En cas de démission ou décès du Président, le vice Président exerce les attributions du Président jusqu'à la tenue de la réunion suivante du Conseil où il sera procédé à l'élection d'un nouveau Président.

Le Président du Conseil d'Administration exerce les attributions qui lui sont dévolues par l'article 6 des statuts d'ACMAD. A cet effet, il fait établir le projet de l'ordre du jour des réunions du Conseil d'Administration et convoque et préside les réunions du Conseil d'Administration.

Entre les réunions du Conseil, le Président peut déléguer certains de ses pouvoirs au vice-président. Dans ce cas, il prend un texte pour définir les pouvoirs délégués ainsi que les conditions d'exercice de cette délégation de pouvoir.

#### **Article 5 : Secrétariat**

Conformément aux dispositions de l'article 5 des statuts du Centre, le Directeur Général fait fonction de Secrétaire du Conseil d'Administration.

A cet effet, le Directeur Général du Centre prépare les documents du Conseil d'administration et assure la préparation technique et le secrétariat des réunions du Conseil d'Administration.

#### **Article 6 : Comités**

Conformément aux dispositions de l'article 5 des statuts du Centre, le Conseil d'Administration peut créer tout comité technique, scientifique, financier ou administratif. La constitution de ces comités, leurs qualités (provisoires ou permanentes), leur mode de travail, et leurs objectifs ainsi que leurs présidences se feront par délibération du Conseil d'Administration.

### **Chapitre III**

#### **Réunions du Conseil d'Administration**

#### **Article 7 : Périodicité des réunions**

Le Conseil d'Administration se réunit en session ordinaire une fois par an, sur convocation de son Président et aussi souvent que les besoins du Centre l'exigent en session extraordinaire à la demande de son Président ou du tiers des membres du Conseil d'Administration ayant droit de vote.



Dans ce dernier cas, la demande écrite adressée au président, avec accusé de réception, doit préciser la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour. Le Conseil se réunit dans le délai maximal de deux mois à compter du jour où la demande écrite est parvenue au président.

#### **Article 8 : Convocations et documents**

Le Président convoque les membres du Conseil d'Administration au titre de l'article 2 du présent règlement.

Le Directeur Général de l'ACMAD peut proposer au président une liste supplémentaire d'experts et d'institutions partenaires à inviter pour participer à la réunion du conseil.

Le Président convoque également, en tant que de besoin, les présidents du Comité scientifique consultatif et de tout autre comité établi en vertu de l'article 7 du présent règlement.

Les convocations sont, en principe, adressées aux membres du Conseil au moins un mois avant la date de la réunion. Elles comportent l'indication de date, lieu, durée et horaires de début et fin de la réunion.

Tout membre du Conseil qui ne peut pas répondre à la convocation doit en informer immédiatement le Président.

Les documents du dossier de la réunion sont transmis aux membres au moins 15 jours avant la date de la réunion.

#### **Article 9 : Ordre du jour**

Conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts du Centre, le Président fait établir par le secrétariat un projet d'ordre du jour des réunions. Ce projet d'ordre du jour est adressé à tous les membres du Conseil en même temps que les convocations.

En session ordinaire annuelle, le projet d'ordre du jour comporte entre autre, l'examen et l'approbation des documents suivants, soumis par le Directeur Général :

- ✓ Des rapports annuels d'activité et rapports financiers
- ✓ Des programmes de travail et budgets correspondants.

The Vice Le projet d'ordre du jour comporte également :

- ✓ L'approbation du compte rendu de la précédente session
- ✓ L'état d'exécution des résolutions et recommandations de la précédente session.

Au projet d'ordre du jour, sont adjointes toutes questions relevant de la compétence du Conseil dont l'examen est demandé par écrit au Président du Conseil par le tiers de ses membres, ayant droit de vote. Ces questions sont alors transmises par le Président à tous les membres du Conseil au moins quarante-huit heures avant la date de la réunion.

Le premier point de l'ordre du jour du Conseil est l'approbation de celui-ci par les membres du Conseil.

Des questions diverses peuvent être ajoutées en début de séance, à la demande des membres du Conseil, avant l'approbation de cet ordre du jour.

#### **Article 10 : Quorum**

Le Conseil d'Administration exerce les attributions qui lui sont dévolues et délibère valablement lorsque la majorité au moins de ses membres avec droit de vote est présente.

Au début de la réunion, le Président communique au Conseil la liste des participants et vérifie, pour les membres ayant droit de vote, si le quorum est atteint.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'Administration ne peut pas tenir sa réunion (1<sup>ère</sup> réunion).

Cependant, le Conseil d'Administration peut se réunir (2<sup>ème</sup> réunion) et ses délibérations seront valables quel que soit le nombre de membres présents et ce, après l'envoi d'une nouvelle convocation dans les 15 jours qui suivent la date de la 1<sup>ère</sup> réunion. Cette convocation doit préciser la date, l'heure et le lieu de la 2<sup>ème</sup> réunion et doit être transmise aux membres au moins 30 jours avant la date de la 2<sup>ème</sup> réunion. Le conseil d'Administration est tenu de vérifier ces dispositions avant la tenue de cette 2<sup>ème</sup> réunion.

#### **Article 11 : Droit de représentativité**

Tout membre du Conseil d'Administration se trouvant dans l'impossibilité d'assister à la réunion, peut déléguer sa représentativité à un autre membre du Conseil de son choix à condition d'en aviser le Président du Conseil par écrit avant la tenue de la réunion.

Chaque membre du Conseil ne peut représenter qu'un seul membre.  
Cette délégation peut être comptée dans le calcul du quorum.

#### **Article 12 : Langues de travail**

L'anglais et le français sont les langues de travail du Conseil.

Les discours prononcés dans l'une des langues sont interprétés dans l'autre langue de travail.

Les documents écrits relatifs à l'ordre du jour, les résolutions, les recommandations et autres décisions officielles du Conseil sont établis dans les deux langues de travail.

#### **Article 13 : Conduite des débats**

Le Président a la responsabilité d'ouvrir les sessions du Conseil et de les clôturer. Le Président a également la responsabilité d'organiser les débats et de veiller au respect du présent Règlement Intérieur.

Pour chaque point de l'ordre du jour, il organise les discussions et à l'issue de celles-ci propose les avis, recommandations et décisions.

Le Conseil dispose par ailleurs d'un certain nombre d'instruments pour l'organisation, la conduite des débats ainsi que la prise de décision à l'issue de débats :

- a) Les motions de suspension de séance, de levée de séance, d'ajournement des débats sur le(s) point(s) en discussion, de clôture des débats sur le(s) point(s) en discussion ;
- b) Le dépôt et le retrait de motion(s), de projets de résolution ou recommandation
- c) Le vote.

Au cours des travaux du Conseil, tout membre peut demander à faire usage de l'un ou l'autre des instruments cités aux alinéas précédents. Après son intervention, le Président accorde à deux membres, l'un en faveur et l'autre contre la proposition, la parole puis la proposition est mise aux voix.

#### **Article 14 : Modalité de prise de décision**

Le Conseil d'Administration prend ses décisions par vote à main levée à moins qu'un membre ne demande expressément un vote nominal. Dans ce cas, chaque membre est appelé à se prononcer. L'alphabet anglais sera utilisé pour déterminer l'ordre de passage des membres.

Cependant, à la demande du Président ou d'au moins un tiers des membres présents, le Président peut décider le recours au vote à bulletin secret.

L'élection de personnes a lieu à bulletin secret.

Les avis, résolutions, recommandations, décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et votants. Chaque membre du Conseil dispose d'une voix.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

En cas de partage égal des voix et que le Président s'abstient de voter ou en cas d'égalité des voix pour un vote à bulletin secret, le point objet du vote est annulé et peut être programmé pour une autre séance de la même session ou une autre session du conseil.

6



## Chapitre IV

### Délibération du Conseil et P.V. des réunions

#### Article 15 : Relevés de conclusions

Les relevés de conclusions du Conseil sont rédigés par le secrétariat du Conseil et présentés aux membres durant la réunion de clôture pour approbation. La version approuvée par le Conseil est cosignée par le Président et le Directeur Général, remise aux membres du Conseil et archivée au Centre.

#### Article 16: Compte rendu de réunion

Le compte rendu des réunions est rédigé en français et en anglais par le secrétariat du Conseil dans un délai maximum de six (6) mois après la tenue de la réunion (sauf dans des situations exceptionnelles). Ce compte rendu est transmis au Président du Conseil qui le transmet après validation aux membres du Conseil. Le Directeur Général garde dans les archives du Centre, une copie de la version validée du compte rendu.

Le Directeur Général doit créer un registre réservé aux délibérations du Conseil qui précise toutes les décisions et recommandations prises lors des réunions du Conseil.

## Chapitre V

### Dispositions diverses

#### Article 17 : Travail intersessions

Conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts du Centre, le Président sollicite, avec l'approbation du Conseil d'Administration, des ressources financières et autres auprès de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées ou d'autres organisations intergouvernementales, de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et autres sources.

Les membres du Conseil sont les relais, au niveau de leur sous région, de l'action de l'ACMAD. A ce titre, ils mobilisent les autres Etats autour des activités du Centre et les encouragent à honorer leurs contributions pour le fonctionnement du Centre. Ils peuvent être appelés à représenter le Centre lors de manifestations officielles dans leur sous région ou pays d'origine.

#### **Article 18 : Charges de fonctionnement**

Le Centre ACMAD prend en charge les dépenses inhérentes au fonctionnement du Conseil d'Administration et des commissions désignées par ce dernier ainsi que les frais de transports des membres du Conseil ou des personnes invités avec prise en charge par le Conseil.  
Le pays d'accueil de la session du Conseil ou tout autre membre peut contribuer aux frais d'organisation et de tenue du Conseil.

Le Conseil d'Administration prend une résolution dans laquelle il fixe selon le cas, le montant des jetons de présence des membres du Conseil avec droit de vote et les indemnités journalières de séjours des invités avec prise en charge.

#### **Article 19 : Interprétation, modifications et suspension du règlement intérieur**

Le Conseil d'Administration peut modifier ou suspendre le présent règlement intérieur dans les mêmes conditions qui ont prévalu à son adoption.  
Toute interprétation de ce règlement intérieur entre dans les compétences exclusives du Conseil d'Administration.

**Vu et approuvé par le Conseil d'Administration**

A Niamey, le 23 Juillet 2010

**Le Président du Conseil d'Administration**



A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Mustapha GEANAH'.

Signé : Mustapha GEANAH